Bibliothèque anarchiste

Le Droit social
Mouvement socialiste (19 mars 1882)
19 mars 1882

extrait le 11 novembre 2026 d'*Archives autonomies*, tiré du n°6 du *Droit social*
Le Droit social, publié à Lyon de février à juillet 1882, est le deuxième journal anarchiste de l'histoire de France.

bibliotheque-anarchiste.com

Mouvement socialiste (19 mars 1882)

Le Droit social

19 mars 1882

Table des matières

Lyon **3**
Conférence contradictoire du Compagnon Gautier 3

Lyon

Conférence contradictoire du Compagnon Gautier

Mardi soir a eu lieu, salle de l'Élysée, la conférence contradictoire donnée par la fédération révolutionnaire avec le concours du compagnon Gautier, de Paris, devant une assemblée de 600 personnes.

Nous ne pouvons donner qu'un compte rendu succinct de cette intéressante réunion, vu la trop grande place que nous prendrait un compte-rendu *in extenso*, la conférence ayant commencé à 8 heures 1/2 pour ne terminer qu'à minuit.

Le compagnon Gautier débute en ces termes :

Au nom des révolutionnaires parisiens aux révolutionnaires lyonnais, salut et solidarité !

La question du suffrage universel est considérée aujourd'hui comme une des plus sérieuses, dit-il, son principe en paraît même sacré à une grande quantité de populations. Aussi ne nous étonnons-nous pas que l'on trouve étrange que nous le combattions, que nous brisions avec les préjugés, c'est pourquoi nous le combattons, c'est pourquoi nous sommes abstentionnistes.

En somme qu'est-ce qu'est le suffrage universel ? Les uns, disent qu'il n'est pas un droit, mais un devoir, et la représentation une fonction pour laquelle il faut avoir les qualités, les capacités nécessaires.

D'autres, plus démocrates, disent que c'est la panacée universelle que chacun doit pouvoir aborder et qui doit guérir tous les maux, en un mot que c'est la Revalescière du Barry politique et sociale…

Eh bien, à nos yeux, le suffrage universel est un merveilleux instrument de duperie, car, expliquons nous : ce qui est un droit, c'est la souveraineté du peuple, j'entends la souveraineté de sa majesté tout le monde, et non la souveraineté de un, de deux, de 10, de 363, de un million pas même la moitié plus un de la population, et la souveraineté du peuple, pour nous, c'est la souveraineté de chaque individualité, que chacun ait le droit de vivre et de prendre part à tous les actes, à toutes les manifestations de la vie sociale.

Et tel qu'il existe, tout mauvais qu'il est, le suffrage universel, combien y a-t-il de membres de la Société qui y prennent part ? Pour cela il y a des âges déterminés par la loi, il y a des sexes, il y a aussi des soldats que l'on trouve bons pour aller faire pourrir leurs os de l'autre côté de la Méditerranée pour la plus grande gloire et le plus grand profit des politiciens et des capitalistes, et que l'on ne trouve pas même bons pour participer à la nomination de leurs maîtres, de leurs bourreaux.

Voyons encore comment ce suffrage est universel, voyons ce qui se produit avant, pendant et après l'élection. Avant l'élection, le suffrage dit universel est obligé d'attendre qu'il plaise au gouvernement de lui permettre de fonctionner, il faut qu'il attende son bon plaisir. Si par exemple il prenait aux gouvernants l'idée de décréter qu'ils sont inamovibles et même que leurs fils leur succèderont au pouvoir, nous n'aurions aucun recours contre eux, puisqu'ils font les lois et les défont selon leur bon plaisir. Je sais bien, l'on me fera cette objection qui m'a déjà été faite plusieurs fois, que, si les représentants en arrivaient là, nous nous révolterions : nous sommes de cet avis mais nous croyons qu'il est inutile d'attendre cela pour se révolter, il faut voir si la représentation a un but utile, si elle est inutile il faut la supprimer, ne pas perdre notre temps et nous organiser pour cette révolte à laquelle nous serons forcés d'arriver tôt ou tard, car nous n'avons besoin de personne pour nous représenter.

Dans votre vie privée, vous n'allez pas chercher votre voisin lorsque, par exemple, vous voulez entreprendre une

de son caractère révolutionnaire et de démasquer impitoyablement le traître ou l'ambitieux qui essaiera de faire dérayer de son but cette grande manifestation, avec un peu de bonne volonté additionnée de beaucoup d'énergie ils réussiront, c'est sûr.

Quelques amis se proposent de soulever dans ces réunions deux questions d'actualité : la première est relative aux secours à apporter à nos frères en grève, quant à la seconde, elle se rapporte à la condamnation des révoltés Russes.

Les révolutionnaires des autres villes de France comprendront toute l'importance de ces deux questions et ils ne laisseront pas échapper l'occasion qui leur est offerte d'affirmer leur sympathie et leur solidarité avec les révoltés de l'exploitation capitaliste en France, et les opprimés du despotisme impérial en Russie.

Ils montreront par là aux gouvernants de tout pays que l'entente n'est pas loin de se faire entre les révolutionnaires ; que l'internationale, qu'ils ont cru morte, est plus vivace qu'elle ne le fut jamais, c'est au grand jour qu'elle opère, ni frontières, ni lois n'y peuvent rien.

Alexandre TRESSAUD.

Que ces messieurs de la République bourgeoise le sachent bien, si jusque-là la grève des conscrits n'a été que de vains mots, ces mots pourraient bien devenir des réalités.

Prière, citoyens, au nom de la jeunesse creusotine, d'insérer la note ci-dessus.

Pour le cercle d'études, salut et Révolution.

Le Secrétaire, I. C…

Marseille, 13 mars 1882.

Compagnons,

La semaine révolutionnaire est toute à l'organisation de soirées pour le 18 Mars.

Des radicaux aux socialistes anarchistes, en passant par les collectivistes de toutes nuances, les groupes et cercles de la ville s'apprêtent à fêter cette grande date, qui par un banquet, qui par un punch, suivis de conférences. Jamais, depuis les massacres des journées de mai, la victoire du 18 n'avait autant passionné les esprits, jamais on n'avait mis tant d'entrain à faire revivre ce grand mouvement populaire. C'est qu'aujourd'hui on en comprend mieux l'importance ; et l'esprit de révolte qui gagne les masses y est aussi pour quelque chose.

Je ne veux rien préjuger de ces réunions qui promettent d'être d'un aspect grandiose, mais pourtant l'adoption de cet anniversaire par certains meneurs du radicalisme donne à réfléchir : fêter le 18 mars, pour des ennemis aussi acharnés qu'ils le sont du socialisme, c'est nous faire croire qu'ils ne connaissent pas l'historique de cette journée qui est éminemment socialiste ; pour des partisans si entichés de la légalité, c'est nous donner à supposer qu'ils ignorent qu'elle fut entièrement révolutionnaire, ou bien alors qu'ils ne fêtent cette date que pour l'exploiter, pour s'en faire un masque qui leur permettra de duper les masses, de faire surgir des candidatures.

C'est peut-être malheureusement trop vrai. Mais, si ce fait se produit, ce ne sera assurément que d'une façon isolée ; à nos amis de veiller à ce que l'ensemble ne perde rien

partie de plaisir avec votre famille, vous savez bien ce que vous avez à faire et que vous ne pouvez être mieux servi que par vous-même.

Passons maintenant à la période électorale.

Vous avez malheureusement trop vu souvent ce dégoûtant spectacle : que voyez-vous dans une réunion électorale, qu'y entendez-vous ? Des candidats paradant et se chicanant ; s'injuriant même, c'est à qui mieux mieux criera à la foule prenez mon ours ! prenez mon ours ! mon concurrent est un gredin, un saltimbanque, un traître, etc. Et nous concluons, nous, à la vue de ce spectacle écœurant, que s'ils se traitent réciproquement de coquins et de charlatans, c'est qu'ils le sont les uns et les autres.

À un interrupteur qui lui demande ce que l'on mettra à la place du suffrage universel, le compagnon Gautier répond : Je suis heureux de constater que le citoyen qui me fait cette demande est déjà convaincu que le suffrage universel ne vaut rien, puisqu'il me demande déjà ce que l'on mettra à la place, mais il voudra bien me permettre de continuer auparavant mon sujet, pour ceux qui ne seraient pas encore convaincus comme lui.

Voyons donc, maintenant après la période électorale.

Le candidat qui a le plus de voix est élu, et cependant ce candidat ne représente qu'une minorité, car en déduisant, comme je l'ai déjà dit, ceux qui de par la loi ne votent pas, puis les abstentionnistes qui sont nombreux, ensuite le cas où plusieurs ou un certain nombre de candidats sont en présence, où il arrive même que la somme des voix des votants est plus forte partagée entre les candidats non élus, que celle donnée au candidat élu, donc pour toutes ces raisons réunies il n'y a pas de souveraineté des majorités.

Et quand bien même cette majorité existerait nous n'admettons pas le droit des majorités, car il est notoire que souvent un seul homme a eu raison contre tout le monde, l'exemple de Galilée en est une preuve frappante.

De quels crimes aussi les majorités ne se sont-elles pas rendues coupables, soit par fanatisme, ignorance ou corruption ? Les majorités ont semé la route du progrès de nombreux martyrs, elles ont sanctionné les crimes des ty-

rans dans notre siècle même, puisqu'elles ont fait des plébiscites.

Puis démontrant la filière parlementaire, le compagnon Gautier démontre qu'un candidat, resterait-il honnête, en arrivant à la Chambre (ce qui est très rare) il ne peut rien faire, ses projets sont travaillés, retournés, déformés de telle sorte qu'ils deviennent finalement des nullités.

Revenons donc au côté simple de la question.

Avons-nous besoin de législateurs ?

Nous répondons non ! nous n'avons pas plus besoin de législateurs que nous n'avons besoin de prêtres, de bourreaux, de mouchards, car ce ne sont pas des fonctions utiles, des fonctions productives et s'il n'y a de fonctions vraiment utiles que les fonctions productives, est-ce que les producteurs ne sont pas à même de s'entendre entre eux au mieux de leurs intérêts, étant présidés par l'égalité ? pour cela il n'est pas besoin d'urnes à double, triple ou simple fond.

Le citoyen Lejeune demande au compagnon Gautier ce qu'il veut mettre à la place du suffrage universel.

Le compagnon Gautier répond : Il y a Voltaire qui dit un jour : « Lorsque l'on tue une bête féroce, il n'est pas besoin de rien mettre à la place ! » aussi, telle est ma réponse. Et à un doute exprimé par le même citoyen sur le républicanisme du compagnon Gautier, celui-ci répond : « Si je suis républicain cela dépend ! Si vous entendez par république le système qui nous régit aujourd'hui : misère d'un côté, orgie de l'autre, si vous entendez un peuple divisé en exploités et en exploiteurs, en oppresseurs et en opprimés, en producteurs mourant de faim et en parasites crevant d'indigestion, en un mot si vous entendez aussi une république à la Gallifet, non ! je ne suis pas républicain. Mais, si au contraire vous entendez la république dans toute l'acceptation du mot, c'est-à-dire chose publique, c'est-à-dire Liberté et Égalité pour tous, plus de maîtres, plus d'esclaves, plus de parasites, plus de martyrs, oui ! je suis républicain, mais comme cela seulement. »

Un citoyen demande quel est le genre de gouvernement que l'on mettra à la place du suffrage.

Citoyens administrateurs du *Droit social*,

C'est avec joie que je vous apprends qu'il vient de se former un cercle d'études sociales de la jeunesse creusotine, sous ce titre : *La Fraternité*.

Nous aurons pour but de rechercher le remède au paupérisme moral et matériel, dont les travailleurs sont les victimes, dans la société actuelle, et démontrer la bourgeoisie impuissante à réaliser les réformes qu'elle promet tous les jours, à ceux qui l'ont mandatée à cet effet.

De démontrer, aux salariés des deux sexes, la nécessité de s'organiser en parti distinct de la bourgeoisie, afin de préparer la Révolution sociale, qui devra émanciper le travailleur, cet esclave moderne de l'exploitation inique du Capital, et qui assurera le bien-être à chaque humain.

Le cercle d'études n'espère pas, que ce soit, par l'autoritarisme ou la dictature, que le travailleur pourra s'affranchir de toutes les iniquités de l'ordre actuel, mais seulement, que par l'autonomie.

Car le passé a ses exemples terribles, car jusqu'ici c'est toujours la Dictature, qui perdit toutes nos Révolutions faites antérieurement et notamment la Commune de Paris en 1871.

Il aura surtout pour but, de grouper toute la jeunesse ouvrière, active et consciente, pour que plus tard, lorsque Messieurs les bourgeois tenteraient de renouveler ce qu'ils viennent de faire à la Grand-Combe et à Bessèges, d'envoyer la force armée en réponse aux justes récriminations des grévistes, que ceux qui seraient soldats, alors puissent dire : Ce sont nos frères de misère, nos camarades d'atelier, contre lesquels on nous envoie pour les forcer de rentrer au bagne, qu'ils ont quitté hier.

Hé bien, qu'avons-nous à faire, si ce n'est de nous rallier à eux et crier : vive la grève.

On peut dire que cela est utopique, car il ne suffit pas de lever la crosse en l'air, étant enrégimenté sous la loi du militarisme, le soldat ne tire pas à Marseille aujourd'hui, demain, arrivé dans une autre ville, il tire fatalement.

Le seul remède à cela, c'est de refuser de partir, oui, la grève des conscrits.

Compagnons,

« Dans tous les centres industriels, l'armée révolutionnaire se forme.

« Elle va bientôt pouvoir marcher unie et compacte à l'assaut du vieux monde de l'exploitation capitaliste ; cette armée en formation, les hommes de l'avant-garde ne doivent pas la démoraliser par le spectacle de l'immobilisation et de l'indifférence.

« Les partis politiques se sont préparés de longue main, ont groupé tous leurs éléments d'action, disposé toutes leurs forces, choisi leur terrain de combat et pris leurs positions.

« Nous, qu'avons-nous fait ?

« Que faisons-nous ?

« Où en sommes-nous ?

« Nous avons déjà perdu bien du temps, et le temps perdu est le premier élément de la défaite.

« Devant notre faiblesse, nos exploiteurs deviennent de plus en plus arrogants. Les laisserons-nous plus longtemps nous insulter, et se repaître de notre sueur ?

« Debout et à l'œuvre,

« À l'œuvre tout de suite !

« Il est grand temps de faire sortir le prolétariat troyen de l'état latent dans lequel il est plongé.

« Rompons une fois pour toutes avec cet esprit individualiste et autoritaire qui pèse sur nos cerveaux, et qui ne mène qu'à la division et au gâchis.

« Regroupons-nous autour du drapeau des revendications sociales sur lequel est inscrite cette maxime d'éternelle équité :

« De chacun suivant ses forces, à chacun suivant ses besoins ».

Le Creusot, 14 mars 1882.

Le compagnon Gautier répond que ceci est d'une grande simplicité, ça peut se résumer en trois mots : *Pas de Gouvernement !*

Un citoyen dit que les anarchistes n'arriveront jamais à imposer leur système à tout le monde, mais il reconnaît qu'ils augmentent en nombre tous les jours et qu'aujourd'hui il y en a partout.

Il leur conseille de s'exiler et d'établir leur système dans un autre pays, disant que quand ça ira bien l'on ira les rejoindre, il se plaint aussi que le compagnon Gautier étant instruit, il n'y avait rien d'étonnant que ce qu'il disait pût prévaloir, et que du reste l'assemblée n'était composée que d'anarchistes.

Le compagnon Bernard répond, en qualité d'ouvrier, pour donner satisfaction à ce citoyen :

Vous constatez dit-il, que le nombre des anarchistes va toujours en augmentant, et vous voudriez qu'ils s'exilent, qu'ils abandonnent la lutte ; ils ne le feront pas, car ce qui est sur terre est à tous, c'est le produit des générations, passées et présentes, ceci nous appartient de droit. Cependant s'il y avait à côté de celle-ci une autre planète semblable, nous n'hésiterions pas à y aller tous les producteurs si possibilité il y avait, nous ne ferions pas de révolution soyez-en persuadés, nous laisserions les parasites seuls et libres, ils auraient pour eux l'espace, leur paresse et leurs vices comme moyens d'existence. Mais comme il n'en est pas ainsi, nous devons prendre où il y a, l'ouvrier doit s'emparer de l'outil et s'en servir à son profit, le paysan de la terre et la cultiver de même, où il n'y aura pas besoin ni de lois ni de maîtres d'aucune sorte, tous les travailleurs sauront bien s'entendre au mieux de leurs intérêts, lorsqu'ils seront tous égaux, tous libres.

À un bourgeois s'écriant, que les révolutionnaires voulaient l'assassinat, le compagnon Bernard répond : Assassins vous-mêmes ! messieurs les bourgeois, n'est-ce pas vous qui nous assassinez tous les jours, MM. les capitalistes, financiers, et hommes politiques, dans vos bagnes, vos mines, et vos aventures criminelles, et lorsque pacifiquement, trop pacifiquement, nous réclamons une

amélioration à notre sort d'exploités, hésitez-vous à envoyer contre nous nos amis, nos frères, que vous transformez en bourreaux, en défenseurs de vos crimes, au moyen du service militaire, de la discipline abrutissante ?

Cessez donc de nous assassiner vous-mêmes, rentrez dans le droit commun, laissez établir la justice, l'égalité, et nous considérant d'égal à égal, nous n'aurons plus aucune raison pour vous tuer, pour vous assassiner comme vous dites !

Plusieurs citoyens se succèdent à la tribune, mais ils reviennent sur des questions déjà traitées plus haut qu'il est inutile de relater encore ici.

Le compagnon Bordat, à propos de la question des candidatures ouvrières et de la protestation soulevée par un citoyen, fait l'historique de la candidature Trinquet, qui après avoir été candidat révolutionnaire et étant tombé en ballottage, a cru devoir au deuxième tour de scrutin faire un manifeste opportuniste, et n'ayant pas été élu, a pour récompense de sa lâcheté été recueilli dans le sein des gouvernants sous forme d'emploi administratif. Ceci dit-il est un exemple frappant qu'il ne faut compter sur personne que sur nous-mêmes, et ne plus s'occuper d'élections qui sont autant de duperies, et nous font faire fausse route.

Ensuite il relève avec succès les injures dont il a été l'objet ainsi que tous les révolutionnaires lyonnais en général de la part de certain journal, qui avait fait un certain bruit ridicule et indigne, autour d'un soi-disant siège de ses bureaux, dont ce journal avait été justement l'objet de la part des révolutionnaires lyonnais, et dont les suites ont amené pas mal de pièces de 50 fr. d'amende sur la fédération révolutionnaire, mais le gouvernement et les plaignants en seront pour leurs frais, — termine-t-il — car autant que nous sommes, nous n'avons pas le sou, et nous sommes toujours prêts à recommencer si de nouvelles injures se reproduisent à notre égard.

Quelques citoyens prennent encore la parole pour ou contre l'idée anarchiste.

Le compagnon Lemoine fait un exposé clair de l'intérêt et de la possibilité qu'ont les travailleurs de s'entendre,

de se liguer contre ceux qui les exploitent et les trompent sans cesse. Il croit que cette entente devrait déjà être un fait acquis : n'avons-nous pas les mêmes besoins, ne souffrons-nous pas des mêmes souffrances, ne sommes-nous pas aussi intelligents que nos ennemis ? Apprenons donc à nous passer d'eux, et à ne pas nous former de nouveaux ennemis dans nos rangs, en élevant au-dessus de nous des prolétaires comme nous, en leur donnant un pouvoir quelconque.

Le compagnon Dejoux fait un appel à l'union des travailleurs sur le terrain révolutionnaire, le seul terrain sur lequel nous puissions combattre avec succès.

La motion suivante, présentée par le compagnon Bernard, est acclamée à l'unanimité moins 2 voix.

> Considérant que le suffrage universel ne peut être considéré que comme un moyen de duperie employé par la bourgeoisie, pour faire sanctionner ses privilèges et l'exploitation que subissent les travailleurs ;
>
> Considérant que toute réforme pouvant améliorer la situation des uns, doit nécessairement nuire aux autres, que de cette situation, il résulte un antagonisme d'intérêts motivant l'emploi de la force ; pour toutes ces raisons, les Socialistes Révolutionnaires lyonnais, réunis Salle de l'Élysée, le 14 mars, s'engagent à porter tous leurs efforts pour l'organisation des forces révolutionnaires, qui doivent avoir pour but de détruire l'exploitation économique et l'autorité, quelle que soit la forme sous laquelle elle se présente.

⁂

Troyes. — Le compagnon Henry, vient d'adresser l'appel suivant aux citoyens qui faisaient partie du groupe d'Études sociales, qui s'est dissous à la suite de quelques divisions intestines qui se sont produites au moment des dernières élections législatives :